

Habiter, un impensé de la politique de la ville

Pour un renouvellement du sens de l'action

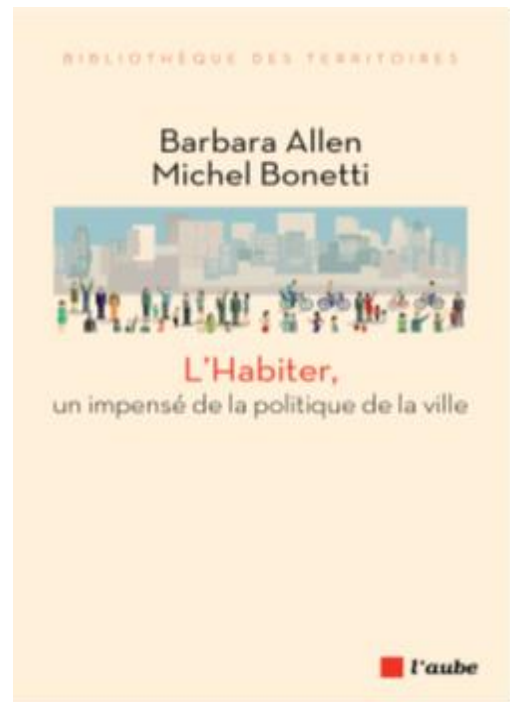
Editions de l'Aube, 2018

Le livre :

Cet ouvrage, nourri par de nombreuses recherches et interventions dans les grands ensembles d'habitat social, révèle la diversité de ces quartiers et des modes d'habiter de leurs occupants. Il montre l'importance que représente l'habitat pour ces personnes, et le rôle décisif qu'il joue dans leur inscription dans la société.

Dépassant les vaines oppositions entre urbain et social, conditions de vie et cadre de vie, il met en évidence les interactions entre les situations socio-économiques des habitants, la conception des espaces urbains et leur gestion, ainsi que les politiques publiques qui contribuent à façonner modes d'habiter et situations habitantes.

Cette analyse réinterroge les fondements de la politique de la ville et propose une nouvelle conception de l'action.



Les auteurs :

Barbara Allen (psycho-sociologue) et **Michel Bonetti** (sociologue urbaniste) sont chercheurs consultants au *Sens Urbain* après avoir été directeurs de recherche dans un laboratoire d'analyse des situations socio-urbaines au CSTB. Pendant une trentaine d'années, ils y ont réalisé des travaux de recherche et d'évaluation et conduit de nombreuses missions de conseil auprès des villes et des organismes de logements sociaux.

L'HABITER, UN IMPENSE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Sommaire

Introduction	7
Première partie : Habiter et situations habitantes	
1 Habiter et processus à l'œuvre dans la construction du rapport à l'habitat	17
La difficile question de la place et du rôle de l'habitat	17
Habiter : un possible, une perspective, une ressource	29
Le mode d'habiter : une rencontre entre une personne et son habitat	40
Le type attachement	51
Les types refus et rejet de l'habitat	63
Le type retrait-repli sur le logement	73
Le type investissement impossible	80
Les processus à l'œuvre dans la construction du rapport à l'habitat	82
2 Dans chaque quartier, une situation habitante toujours singulière, dans tous les quartiers des facteurs explicatifs récurrents	97
Des quartiers dans leur environnement : les Tarterêts, Montereau-Surville, la Reynerie	102
La fragilisation des quartiers due à l'évolution de leur environnement : la Bolière à Orléans et « les Briques Rouges » à Sevran	132
Un quartier au milieu d'autres « tous pareils » : le quartier Pays-de-France à Reims	144
L'habitat, un enjeu sous-estimé	148
Deuxième partie : Pour un renouvellement du sens de l'action	
3 L'analyse du fonctionnement social urbain	161
Introduction	161
L'incidence des politiques mises œuvre par l'État et les pouvoirs publics locaux	167
Les caractéristiques socio-urbaines de ces quartiers et de leur l'environnement	184
L'action publique et plus spécifiquement la gestion urbaine	203
Les caractéristiques socio-économiques et culturelles des habitants et leur histoire socio-résidentielle	219
Pour conclure	231
4 : Pour un Renouvellement du sens de l'action	
Introduction	235
Les limites de la politique de la ville : l'effacement des situations	236
La rénovation urbaine : continuité et ruptures	257
Quelques pistes pour infléchir les conceptions de l'action	275
Le rôle du politique, un enjeu primordial ?	283
Conclusion	291

**Barbara Allen
Michel Bonetti**

Le Sens Urbain – Recherche Consultance

L'habiter, un impensé de la politique de la ville.

Pour un renouvellement du sens de l'action

RESUME

Cet ouvrage est nourri d'une trentaine d'enquêtes conduites auprès des habitants dans des quartiers d'habitat social *en difficulté* et de très nombreuses missions – interventions auprès des organisations qui y interviennent. Nous présentons ci-après les principaux résultats de ces investigations et le questionnement de la politique de la ville (conception et conduite) qu'ils motivent. Ce questionnement nous conduit à proposer de profonds changements de cette politique.

L'habitat, un enjeu fondamental de la vie de chacun, un support d'intégration sociale

Ces quartiers constituent *leur lieu d'habitat* pour des millions de personnes, et il s'agit là d'une dimension fondamentale de la vie de tout un chacun qui n'est pas réellement prise en compte dans les politiques mises en œuvre. En effet, le lieu d'habitat accueille la vie du couple et de la famille, constitue le lieu d'éducation et de socialisation des enfants, c'est le support privilégié des relations sociales et du rapport à un certain nombre d'institutions.

Chacun cherche à réaliser dans son habitat des dimensions essentielles pour tous : pouvoir vivre dans un lieu qui fournit protection et permet ainsi d'accueillir l'intime et l'ouverture à autrui, pouvoir investir un lieu comme un véritable *chez soi*, y développer *un sentiment de confiance*. Celui-ci ne peut être dissocié de la question du rapport au passé. C'est la rencontre entre le passé et une situation présente qui permet d'aborder des situations à venir de manière plus ou moins favorable. *La confiance* témoigne ainsi du rapport de chacun à son histoire propre. La représentation du chemin parcouru, du passé à sa situation actuelle, est une condition de l'ouverture vers des possibles,

La contribution de l'habitat à ce sentiment *de confiance*, à la vision que les habitants vont développer de leur situation individuelle est apparue essentielle. Au cœur de ce processus, la formation et la négociation des identités sociales, est également décisive. Celle-ci est toujours adossée, intriquée, aux situations collectives dans lesquelles elle se forge et inscrite dans une temporalité. Au final, l'habitat, du fait des dimensions de la vie qu'il accueille, des pratiques dont il est le support, de son rôle fondamental dans la construction des relations avec d'autres et aux autres, de la multiplicité des liens qu'il engage, notamment avec les institutions, constitue un enjeu central de construction, d'élaboration, de négociation du sens de la place que l'on occupe dans la société. Il *médiatise ainsi la construction des relations de chaque individu à la société*. À ce titre, il peut être appréhendé comme *un vecteur d'intégration sociale*.

Des dynamiques spécifiques à chaque quartier

L'analyse des enjeux pour les habitants de chaque quartier montre des dynamiques collectives toujours spécifiques (situations de ces quartiers plus ou moins problématiques, en train de basculer ou au contraire en voie d'amélioration, etc.). *La diversité de ces dynamiques, des situations rencontrées est un élément déterminant*.

Ainsi, à caractéristiques socio-économiques comparables de leurs habitants, le fait d'habiter dans certains de ces quartiers va constituer une ressource, alors que dans d'autres une large majorité

d'habitants va être fragilisée par le lieu habité même, jusqu'à porter gravement atteinte à la perception qu'ils ont de leur situation actuelle, et progressivement aboutir à des processus de repli très sérieux. **Les préoccupations suscitées par ces quartiers, toutes entières liées à la fragilisation de leurs habitants (rapport à l'emploi, revenus, structure familiale, origine, etc.) sous estiment gravement l'impact des conditions d'habitat elles-mêmes.** Cela revient à ignorer le fait qu'elles médiatisent les relations avec d'autres et aux autres, construisent une certaine perception de l'action publique, contribuent à façonner un statut social et une image de soi plus ou moins valorisés. Ces conditions d'habitat peuvent favoriser ou bien au contraire obérer un rapport au devenir favorable et la capacité de s'inscrire dans des processus de changement. Pour améliorer leur situation et celle de leurs habitants il est donc fondamental d'aborder ces quartiers en tenant compte des processus sociaux qui s'y déploient.

Pendre la mesure du rôle des politiques publiques et de leurs interactions dans la formation des situations habitantes

Ces situations résultent des interactions entre les différentes politiques publiques mises en œuvre dans ces quartiers depuis leur création, resituées donc dans leur épaisseur historique. Ces politiques ont généré différents modes de « **fonctionnement social urbain** », qui résultent des interactions entre les différents facteurs qui participent à la formation des processus sociaux. Très schématiquement, nous avons distingué quatre champs de facteurs :

- les politiques mises en œuvre depuis la création de ces quartiers qui ont créé une forme d'extraterritorialité,
- les caractéristiques urbaines de chaque quartier et de l'environnement proche et lointain dans lequel il est situé,
- les différentes formes d'action publique et plus particulièrement, ici, la gestion du cadre de vie.
- les caractéristiques socio-économique des habitants, mais plus encore leurs trajectoires résidentielles, qui sont notamment liées aux politiques de peuplement conduites.

L'action publique est la part esquivée de la formation des processus sociaux dans ces quartiers. De manière générale, *l'action publique*, au sens de l'action conjointe de l'ensemble des organisations publiques, a rarement été considérée comme *une dimension clef* contribuant directement ou indirectement à la formation des conditions de vie des habitants, des processus sociaux et des situations habitantes de ces quartiers.

Interroger les limites de la politique de la ville

La politique de la ville s'est saisie de la question de la situation de ces quartiers et de leurs habitants en effaçant *l'épaisseur du réel*, obérant ainsi toute capacité à les appréhender dans leur singularité et dans leur diversité. Les effets limités de cette politique tiennent notamment au fait qu'elle a effacé les situations sur lesquelles elle porte, en les appréhendant à partir d'un seul prisme, à savoir la pauvreté des habitants, qui a occulté toute une série de dimensions essentielles. Combattre la pauvreté, les inégalités d'accès à l'emploi et à des revenus plus favorables, permettre un quotidien honorable, qui constituent les objectifs assignés à cette politique, sont bien évidemment des enjeux fondamentaux peu contestables. Toutefois, la manière dont ce combat a été formulé, la simplification opérée dans la façon d'appréhender ces quartiers et leurs habitants, les modes de délimitation des périmètres d'intervention qui en ont découlé, ont constitué de véritables limites.

Pour le résumer brutalement, l'institutionnalisation de la politique de la ville a paradoxalement empêché d'engager une véritable réforme des institutions. Dans notre approche des situations habitantes et leur mise en perspective, nous avons pointé l'importance décisive de l'action publique conduite, de l'action des organisations, des agencements toujours spécifiques des différentes dimensions du fonctionnement social urbain, de la diversité de leurs déclinaisons.

L'absence d'évolution réellement structurelle de l'action de ces institutions constitue la part cachée des situations qui se sont développées dans ces quartiers. En bref, cette politique a fait l'impasse sur l'alchimie qui fait de chaque quartier le produit toujours spécifique de la rencontre entre des ménages et un territoire, au sens d'un lieu façonné par l'histoire, par son environnement, mais aussi par l'action des institutions. Elle a permis d'occulter le rôle décisif de ces dernières dans leur création et leur devenir.

S'appuyer sur la ressource que constitue le rapport à l'habitat et sortir du paradoxe qui vise l'intégration de ces quartiers et de leurs habitants en les dissociant du reste de la société et de la ville

Nous proposons de remettre en cause les conceptions de l'action qui fondent la politique de la ville en visant une amélioration des situations de ces quartiers qui s'appuie sur le développement du potentiel que représente l'habitat en tant que vecteur d'intégration sociale. Cela signifie que les politiques, les projets, les actions, peuvent avoir un impact significatif et pérenne si l'on se donne la peine d'approfondir chaque situation en prenant en compte qu'il s'agit de lieux d'habitat, de lieux de vie, de supports de pratiques et d'interactions sociales, qui jouent un rôle d'autant plus essentiel pour leur population que précisément ses moyens économiques, la représentation qu'elle peut se former de sa place dans la société, limitent ses aires de vie et de pratiques.